

# Ras l'Front, le réseau anti-FN qui s'est perdu depuis 2002

MEDIAPART | 06.05.2017 | Par Karl Laske

**Créé en 1990 à la suite d'un appel de 250 personnalités, le réseau Ras l'Front s'est éteint après 2002, avant que les questions identitaires n'envahissent le champ politique, à droite puis à gauche. Pour une partie de ses anciens animateurs, ce modèle de mobilisation est devenu inopérant, pour d'autres, un nouvel acte fondateur serait nécessaire.**

Soudain, un slogan antifasciste surgit, puis s'impose au sein du « cortège de tête » du 1<sup>er</sup> Mai. Mais en italien. « Siamo tu-tti anti-fascisti » – « nous sommes tous antifascistes » – s'écrient les manifestants, inorganisés, autonomes ou « antifas », les deux bras levés vers le ciel, faisant claquer leurs mains. Dans les manifestations où se mêlent les pancartes anti-Le Pen, anti-Macron, et anti-Macron et Le Pen, d'anciens militants de Ras l'Front sont là, le plus souvent sans étiquette. Leur mouvement né en 1990 d'un appel de 250 personnalités a battu le pavé pendant douze ans, avant de disparaître petit à petit, après la réélection de Chirac en 2002.

Pour plusieurs d'entre eux, ce modèle de mobilisation est devenu inopérant, tandis que pour d'autres, un nouvel acte fondateur pourrait le relancer. « *On n'aurait jamais dû se séparer de cet outil indispensable*, estime Alain Pojolat, militant chevronné, membre du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) et ancien de Ras l'Front. *On paie aujourd'hui la discontinuité de notre action. On n'aurait pas dû dissoudre les comités. Marine Le Pen fait 1,2 million de voix de plus qu'en 2012. Il faut refaire un réseau. On ne peut pas laisser ça au cortège de tête.* »

L'appel n'y allait pas par quatre chemins : « *Il faut, pour commencer, avoir le simple courage de nommer les choses et les gens. Quelles qu'en soient les conséquences judiciaires, nous affirmons ici que Le Pen, en filiation directe avec l'idéologie nazie, est un fasciste et un raciste.* » Parmi les signataires, des résistants – Raymond et Lucie Aubrac, Maurice Kriegel-Valrimont, Charles Tillon, Jean-Paul Touzak... –, des écrivains, des universitaires, des éditeurs – Gilles Perrault, Pierre Bourdieu, François Gèze... Chez les premiers militants, un certain nombre venus de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

« *Nous voulions écrire et signifier que c'est un parti fasciste et le faire assumer aux gens*, explique Rémi, l'un des animateurs de Ras l'Front. *Nous partions aussi de ce constat qu'il fallait reconquérir les quartiers populaires. C'était l'un des enseignements du livre d'Anne Tristan – journaliste, auteur de Au Front, un récit d'immersion au sein du Front national à Marseille, dont des extraits ont été publiés [ici](#). L'appel disait "les avancées du Front national sont faites de nos reculs."* » Le mouvement cherche déjà à élargir le champ de la riposte. « *Nous avons l'idée que la question de l'antiracisme n'était pas l'axe unique de notre action, parce que l'offre du FN était déjà populiste et plus vaste*, poursuit Rémi. *Dire "touche pas à mon pote" comme SOS racisme ne suffisait pas. Et ça a provoqué un vécu de concurrence de la part de SOS.* »

Le réseau naissant fait des coups. Il tient une conférence de presse à l'entrée d'un rassemblement de Jean-Marie Le Pen au Bourget, avec plusieurs personnalités signataires de l'appel, dont la résistante Lucie Aubrac. Ras l'Front publie un journal bimestriel, revendique une organisation non centralisée et ses comités locaux sont autonomes : en 1994, on en dénombre près de 120 en France. « *Aucune consigne descendant de haut en bas, puisque le haut n'existe pas* », résumera Gilles Perrault.

« *Ras l'Front se voulait une organisation pacifique*, se rappelle Alain Pojolat, alors que le SCALP – Section carrément anti-Le Pen – créé dans les années 80 passait aux actes. *Ils avaient détruit plusieurs salles où le FN devait se produire.* » Les épisodes d'affrontements ou d'agressions impliquant des membres du service d'ordre du Front national sont nombreux – une commission d'enquête parlementaire consacrée au Département protection sécurité (DPS) en fera la recension en 1999. En février 1995, des colleurs d'affiches du Front national abattent un jeune Marseillais d'origine comorienne âgé de 17 ans, Ibrahim Ali Abdallah, dans les quartiers nord de Marseille.

Le 1<sup>er</sup> mai 1995, Ras l'Front déploie deux banderoles géantes lors du meeting de Jean-Marie Le Pen, place de l'Opéra à Paris. « *Les camarades avaient fait entrer dans l'Opéra une banderole de 20 mètres, en trois morceaux, qu'ils avaient recousue pendant la nuit*, se rappelle Alain Pojolat. *Elle avait été lestée par des sacs de sable sur le toit de l'Opéra. Une première banderole avait été déployée sur la façade du Grand Hôtel, ce qui avait fait crier Le Pen et la foule, puis la deuxième était apparue.* »

Les banderoles ne font que proclamer « Non au racisme » et « Non au fascisme ». « *La réaction de la foule était très révélatrice* », se souvient Rémi. Interpellés, les membres de Ras l'Front apprennent au commissariat la mort

de Brahim Bouarram, un jeune Marocain de 30 ans, jeté ce jour-là dans la Seine par des militants d'extrême droite, pont du Carrousel.

En mars 1997, le mouvement connaît un temps fort de mobilisation, avec la contre-manifestation nationale organisée à Strasbourg où se tient le congrès du Front national. « *On a réuni près de 40 000 personnes, sans violence, se souvient Alain Pojolat. On avait aussi bloqué le TGV de Jean-Marie Le Pen qui se rendait à ce congrès.* » À Rouen, un collectif se constitue la même année, après la venue de Gilles Perrault. « *On s'est retrouvé très vite avec une centaine d'adhérents, explique Gérard Quillau, militant de Rouen. Et avec la capacité de faire des cortèges importants dans les manifs.* »

### **« Certains camarades ont déserté. Ils sont partis sur d'autres luttes »**

L'année suivante, s'ouvre une crise interne au sein du Front national qui aboutit à l'exclusion de Bruno Mégret, et à une scission en janvier 1999. Pour Ras l'Front, c'est une petite victoire, qui se confirme par l'émiettement du score du FN et du MNR aux européennes – avec respectivement 5,6 % et 3,2 %. « *Dans l'esprit des gens, le problème va se régler tout seul, résume Rémi. Le FN a perdu ses cadres. Le lanceur d'alerte qu'on était recueilli moins d'attention.* » Ras l'Front sort une affiche en prévenant que « *le danger est double* », sans convaincre. « *Il y a eu un essoufflement. Certains camarades ont déserté, résume Alain Pojolat. Ils sont partis sur d'autres luttes. Ils disaient qu'il n'y avait plus de danger immédiat.* »

Le réseau acte l'impossibilité de poursuivre son activité au niveau national. Mais il reste en état de veille, au cas où.

La présidentielle de 2002 le réveille pour de bon. Les comités sont à même « *d'appuyer sur le bouton* » un peu partout. Un numéro du journal est imprimé à 250 000 exemplaires. Le mouvement de la jeunesse fait le reste. Devenu l'emblème du réseau, le triangle rouge des déportés politiques se colle ou s'accroche sur de nombreux vêtements. Dans une vidéo diffusée il y a dix jours, Jean-Luc Mélenchon montre d'ailleurs cet insigne accroché à sa veste pour preuve de son antifascisme, mais sans préciser qu'il s'agit de l'insigne de Ras l'Front.

« *L'acuité du danger, les jeunes la perçoivent moins que nous, juge Pojolat formé à l'antifascisme des années 1970, qui a fait [ici](#) son récit plaidoyer de l'aventure de Ras l'Front. À l'époque, les fascistes étaient militarisés complètement. On avait des camarades qui avaient subi le nazisme, qui avaient participé aux luttes anticoloniales. Aujourd'hui, la mémoire des déportés s'est estompée. Les jeunes n'aiment pas les fachos parce qu'ils sont autoritaires, mais c'est la crainte d'une société totalitaire plus que du fascisme qui les fait bouger.* »

Les douze années d'existence de Ras l'Front ont « *contribué à l'éclatement du FN* » et à « *le contenir* », juge André Déchet, l'un des animateurs du réseau – aujourd'hui membre de la commission Extrême droite de la Ligue des droits de l'homme. « *La pression externe a joué son rôle, poursuit-il. Mais on a sous-estimé la diffusion de ses idées hors des rangs de l'extrême droite. Nicolas Sarkozy a puisé dans la boîte à idées idéologique du FN. Puis il a siphonné ses voix en 2007, pour exercer finalement un pouvoir radicalisé à droite.* »

« *La victoire du FN, c'est que ses idées ont traversé l'ensemble de la société, estime Gérard Quillau. Ses thèmes ont été repris par la droite et la gauche. Lorsque Sarkozy a créé un ministère de l'immigration et de l'identité nationale. Lorsque Valls a parlé de rapatrier les Roms. Lorsque Hollande a essayé d'imposer la déchéance de nationalité. La dédramatisation a marché quand même, alors que les fondamentaux de Marine Le Pen restent les mêmes. C'est la préférence nationale, la priorité nationale qui vise à exclure la population immigrée ou d'origine étrangère.* »

Il y a en France quelques comités Ras l'Front « *maintenus* », notamment à Rouen. « *Ceux qui pensaient que le FN était fini se trompaient, poursuit Gérard Quillau. Vers 2010 et 2011, on s'est dit qu'on allait voir s'il n'y avait pas des gens qui veulent se remobiliser. Et le comité rouennais compte aujourd'hui plusieurs dizaines de membres.* » La relance d'un mouvement nécessiterait « *un acte fondateur* », « *qui ne peut pas être le résultat de Marine Le Pen à l'élection* », juge de son côté Rémi.

L'appel des 250 n'a pas perdu de son actualité, estime André Déchet, et le terme « fasciste » reste valable. « *On l'a vu récemment avec Jean-François Jalkh – vice-président du FN dont les propos négationnistes ont été dévoilés –, la pensée radicale s'est maintenue au sein du FN. Il existe une arrière-boutique. Un certain nombre d'élus locaux sont partis à cause de cela.* »

« L'appel des 250 a gardé un aspect très actuel sur la quête d'hégémonie de Le Pen sur la société, juge René Monzat, ancien de Ras l'Front, auteur de plusieurs ouvrages sur l'extrême droite, et d'une synthèse sur le réseau [ici](#). Mais il date d'un quart de siècle, et je pense que l'utilisation du terme fasciste ne permet pas de parler du fond des choses. » Marine Le Pen a « repris des marqueurs de gauche dans son programme », et « se rapproche plus de la droite révolutionnaire, radicale, des années 30 », « ayant des aspects sociaux », « du nationalisme et du social ».

Ces dix dernières années, des « zones de circulation intellectuelles » inédites se sont constituées, à travers « un flux croissant de conversions identitaires » d'auteurs « venus de la gauche ». La revue *Éléments* fondée par le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) est l'un de ces lieux de convergence.

« Une expression de la gauche radicale et une expression de la droite radicale se disputent une partie de l'électorat, poursuit René Monzat, et le passage de l'un à l'autre n'est pas seulement dû aux contraintes de l'élection. Le philosophe Jean-Pierre Faye comparait le champ politique à un fer à cheval. Avec une extrême droite et une extrême gauche plus proches entre elles que du centre. »

Parmi ces ponts, il y a « un raidissement face à la population musulmane qui a fait mouche au sein même des organisations antiracistes ». « Les dirigeants du Front national ne croient pas à l'histoire du grand remplacement, en revanche, ils savent qu'il y a un réservoir de peurs qui secrète une demande d'autorité pour les aider à accéder au pouvoir et à le garder, juge René Monzat. C'était le cas de la politique de Manuel Valls qui favorisait cet apartheid réel, très rigide sur les signes religieux. C'est un basculement spécifiquement français, le fait de discuter froidement de lois de discrimination religieuse, sans que ce soit vu comme tel. » La riposte aux idées du Front national, les contours d'un nouveau Ras l'Front, sont dès lors plus complexes. « S'investir dans la politique directement, hasarde Monzat. Des choses doivent être récusées globalement. Aujourd'hui, il n'y a aucun discours moral qui ait la moindre efficacité. Ceux qui votent FN se moquent du fait que ce soit moral ou pas. »

**Karl Laske**